

---

**POLITIQUES COMMERCIALES ET AGRICULTURE EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE :  
ANALYSE COMPARATIVE EN EQUILIBRE GENERAL CALCULABLE<sup>1</sup>**

par Mathilde **Douillet**

Jean-Christophe Debar<sup>2</sup>. – La thèse, réalisée dans le cadre d'un contrat CIFRE au sein de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM), s'interroge sur l'option de politique commerciale qui serait la plus cohérente avec les objectifs de développement économique et de réduction de la pauvreté en Afrique subsaharienne. Mathilde Douillet motive le choix de ce sujet par l'urgence d'éclairer les choix des gouvernements africains dont les capacités d'analyse et les ressources sont limitées, dans un contexte où il existe des débats à la fois politiques et idéologiques sur les mesures à mettre en œuvre, mais aussi académiques sur les outils économiques d'aide à la décision.

Le jury de soutenance sous la Présidence de Thierry Mayer, Professeur des universités à Sciences Po, a choisi d'attribuer à la thèse la mention « très honorable avec les félicitations du jury ». Ce jugement s'appuie sur les considérations suivantes.

Tout d'abord, d'après le jury de soutenance, la thèse fait une remarquable synthèse du contexte institutionnel et économique de l'agriculture et de l'intégration commerciale en Afrique subsaharienne, ainsi que des évolutions historiques de la pensée économique sur ces sujets. Elle documente précisément l'absence de consensus parmi les experts sur la justification d'une intervention directe des gouvernements dans le secteur agricole (via l'aide internationale ou sous d'autres formes) et le recours à la libéralisation commerciale, comme l'a souligné Pierre Jacquet, alors Chef économiste de l'Agence Française de Développement, membre du jury de soutenance. De plus, elle justifie pourquoi l'agriculture est aujourd'hui considérée comme un moteur de la croissance économique et de la lutte contre la pauvreté et de la faim, et en quoi l'intégration régionale est une étape importante pour le développement économique de la région. Un autre apport important de ce travail, selon Antoine Bouët, Senior Research Fellow à l'International Food Policy Research Institute, directeur de la thèse, est de présenter clairement le triple défi que doit relever le commerce africain : la dépendance des économies africaines aux échanges, la concentration des exportations sur les produits agricoles bruts à destination des pays européens, et la marginalisation de l'Afrique dans le commerce mondial.

Deuxièmement, les travaux de modélisation de Mathilde Douillet sont audacieux par le recours à l'équilibre général calculable (EGC), malgré les débats existant sur ce type d'outils, et originaux par le choix d'analyser de manière comparative les politiques économiques en prenant en compte les enjeux de développement agricole propres aux pays africains. D'après le jury de soutenance, ce choix est clairement justifié, mais surtout ses avantages et ses inconvénients sont rigoureusement présentés. Alan Matthews, Professeur Emérite au Trinity College de Dublin, rapporteur de la thèse, souligne les efforts faits pour bien préciser les limites de ce type de modèle, ce qui est très rare dans les publications ayant recours à cet outil, pourtant couramment utilisé pour évaluer les effets de la libéralisation commerciale dans le cadre des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les implications politiques pour le débat public

---

<sup>1</sup> Thèse soutenue publiquement le 22 juin 2012 à l'Institut d'Études Politiques de Paris.  
Présentation à la Médaille d'argent de l'Académie d'Agriculture de France.

<sup>2</sup> Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, Directeur de FARM, éditeur de la lettre mensuelle Agri US Analyse.

---

sont présentées avec soin. La construction d'une nouvelle base de données pour traiter du cas du Malawi est également à saluer.

Enfin, la thèse fournit des résultats inédits qui contribuent très utilement aux débats français et internationaux sur la cohérence des politiques pour le développement des pays africains. En particulier, Will Martin, Directeur de Recherche, Agriculture et Développement Rural au Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale, rapporteur de la thèse, insiste sur l'importance politique et économique des résultats. Ceux-ci montrent que la libéralisation du commerce mondial, telle que discutée à l'OMC, encouragerait la poursuite de la spécialisation de l'Afrique subsaharienne dans les exportations de produits agricoles bruts, compromettant ainsi les objectifs des pays d'Afrique subsaharienne de diversifier leurs exportations, tant en termes de composition des produits que de destination géographique, et de capter localement une plus grande part de la valeur ajoutée, en favorisant l'émergence des agro-industries. En revanche, l'intégration commerciale régionale, basée sur la constitution de zones de libre-échange au sein du continent, constituerait un pas important vers la réalisation de ces objectifs, tout en stimulant de manière comparable la croissance économique.